

bien qu'il ne vise que les passagers, et pas le fret, est offert uniquement par les États-Unis. Certains ont souligné qu'il pouvait se poser des problèmes par rapport au respect de la vie privée, car il arrive que les programmes de prédédouanement demandent des renseignements à l'avance aux particuliers et aux entreprises.

Les représentants des organismes chargés des inspections ont invité instamment les entreprises privées à les aider à réduire les attentes à la frontière en **surveillant eux-mêmes** les marchandises et les camionneurs. Ainsi, ils ont expliqué que les entreprises américaines doivent veiller à ne pas envoyer sur des trajets transfrontaliers des camionneurs qui ont été condamnés pour conduite en état d'ivresse, car l'entrée du Canada leur est généralement interdite. Ils leur ont demandé aussi de vérifier que des produits de contrebande ne soient pas glissés dans les cargaisons légitimes. Les représentants des organismes américains chargés des inspections ont expliqué aux réunions du PCEU que, leur confiance dans la volonté d'autosurveillance des entreprises privées grandissant, il leur sera plus facile d'étendre les programmes de gestion des risques.

La nécessité d'une **coordination avec les dirigeants locaux** des secteurs public et privé est un autre thème qui est revenu souvent dans les réunions du PCEU. Les organismes fédéraux doivent être sensibilisés à la situation locale, obtenir des avis locaux sur la faisabilité et conseiller sur des projets d'avenir. Un représentant local a déclaré que les autorités responsables des ponts situés dans l'Ontario, l'État de New York, et dans le Michigan et envisagent d'engager des dépenses d'infrastructure de 1 milliard de dollars mais sans savoir vraiment ce que les organismes chargés des inspections prévoient pour les années